



Contact : Frédéric MAGUET au 06 82 83 68 69

SNAC-FSU **Syndicat National des Affaires Culturelles**

Au ministère de la culture :

Au terme de quatre ans de RGPP, le MCC est exsangue ; il n'a pas disparu, contrairement à ce que laissaient craindre les projets de Sarkozy, mais il est comme un immeuble dont on aurait gardé uniquement la façade en détruisant tout le reste : les services existent encore nominalement mais sans moyens et sans personnels.

L'image d'un ministère modernisé ne tient que par quelques grands établissements phares, notamment des musées, qui travaillent de plus en plus sur ressources propres avec un apport massif de mécénat et une gestion des "flux" de visiteurs entièrement tournée vers la consommation. Il faut rendre hommage aux équipes qui, en interne, arrivent à faire du bon travail pédagogique malgré des directions rompues au "new management".

Ailleurs, les réformes RGPP ont tapé particulièrement durement dans les services de petite taille présentant une grande diversité de métiers, notamment dans les DRAC. Cela porte un coup très rude à l'homogénéité du territoire en matière de culture, tant en ce qui concerne l'aide à la création ou au spectacle que l'aide et le contrôle de l'Etat dans la sphère patrimoniale (dans certaines régions, les conservations régionales des monuments historiques et celles de l'archéologie sont dans l'incapacité d'assurer leurs missions).

Face ces blocages, les directions répondent la plupart du temps par le déni, poursuivant d'incessantes "réorganisations internes" dans le but de rationaliser, mutualiser et de "faire mieux avec moins". Total : les services sont encore plus désorganisés car les collègues passent leur temps à faire des rapports plutôt qu'à faire leurs métiers. Il est extrêmement rare qu'un directeur admette qu'on ne fait pas le même travail à 140 agents ou à 130.

Quant au ministère lui-même, il donne le spectacle paradoxal de l'inertie la plus complète d'un cabinet et d'un secrétariat général tétanisés par l'approche des élections, et parallèlement d'une

direction générale des patrimoine qui fait de l'activisme forcené pour faire passer coûte que coûte quelques "grands" projets, le plus souvent absurdes sur le plan du contenu (le MUCEM qui se monte à Marseille sans l'ombre d'un projet scientifique et la fusion Cité de l'immigration-aquarium). Inutile de préciser que le "dialogue social" est complètement rompu et que les syndicats boycottent régulièrement le CTM et les CT des directions centrales.

Et pendant ce temps, la direction de l'INRAP continue de harceler ses agents, se venge de sa défaite dans l'affaire du CDA par une organisation du travail en interne qui multiplie les grandes déplacements et met les agents dans des situations personnelles dramatiques. Surtout, cette direction rend l'INRAP peu compétitive en multipliant les bourdes de gestion dans un contexte de montée en puissance des entreprises privées en archéologie préventive dans le cadre d'une concurrence qui a été imaginée et programmée de l'intérieur du ministère par les énarques actuellement en poste et par d'autres qui sont allés exercer leurs talents ailleurs.

En résumé : le management actuel conduit à une perte totale de confiance dans la hiérarchie, trop souvent prise la main dans le sac des avantages personnels, et à un sentiment global de "à quoi bon ?" Mais comme dit Mitterrand : "il n'y a pas de souffrance au travail (dans les DRAC), il y a une inquiétude qui est instrumentalisée par les syndicats".